
Sommaire

PRÉFACE.....	V
 MONDIALISATION ET INVESTISSEMENTS :	
UN POINT DE VUE SUISSE	1
NICOLAS ROUILLER/DARIA SOLENIK	
 LA MONDIALISATION ET INTERNET	21
BERTIL COTTIER/CAMILLE DUBOIS	
 CONCEPTS, INTÉRÊTS ET VALEURS	
DANS L'INTERPRÉTATION DU DROIT POSITIF	
EN SUISSE (DROIT PRIVÉ)	39
NICOLAS ROUILLER/MATTHIAS UFFER	
 CONCEPTS, INTÉRÊTS ET VALEURS	
DANS L'INTERPRÉTATION DU DROIT POSITIF	
(DROIT CONSTITUTIONNEL)	81
FRANCESCA MAGISTRO	
 LA VULNÉRABILITÉ ÉCONOMIQUE – RAPPORT SUISSE	97
ARIANE MORIN/ANNE-CHRISTINE FORNAGE	

Table des matières

MONDIALISATION ET INVESTISSEMENTS : UN POINT DE VUE SUISSE

NICOLAS ROUILLER/DARIA SOLENIK

I. L'état, le régionalisme économique et l'investissement direct étranger (IDE)	1
A. Situation de la Suisse par rapport aux accords commerciaux régionaux dits « de nouvelle génération » (incluant le secteur de l'investissement direct étranger)	1
B. Problématique de la marge de manœuvre réglementaire des États en lien avec la protection des investissements directs étrangers	3
C. Restrictions à l'investissement étranger	7
D. Mobilité des capitaux et harmonisation fiscale ; traitement des paradis fiscaux dans les traités d'investissements	8
E. Recours à la fiscalité à des fins d'attraction ou de dissuasion des investissements étrangers	10
F. Absence de subventions à des fins d'attraction de l'investissement direct étranger	12
G. Arbitrage et investissement direct étranger	13
H. Réformes relatives à l'arbitrage en matière de règlement des différends en matière d'IDE	15
II. L'état, l'investissement direct étranger et la prolifération des fonds souverains	17
A. Ouverture du marché national aux fonds souverains ; termes du débat	17
B. Fonds souverains et arbitrage	20

LA MONDIALISATION ET INTERNET

BERTIL COTTIER/CAMILLE DUBOIS

I. Introduction	21
II. Zoom sur quelques droits mis à rude épreuve par la mondialisation	22
A. Sphère privée et honneur	22
B. Protection des données	26
C. Droit d'auteur	32

III. Poursuite et répression des pratiques illicites présentant un caractère international.....	33
VI. Conclusion.....	36

CONCEPTS, INTÉRÊTS ET VALEURS DANS L'INTERPRÉTATION DU DROIT POSITIF EN SUISSE (DROIT PRIVÉ)

NICOLAS ROUILLER/MATTHIAS UFFER

I. Jurisprudence.....	39
A. Rôle des principes constitutionnels dans la motivation des arrêts civils du Tribunal fédéral.....	39
B. Arguments des parties fondés sur les principes et valeurs constitutionnels dans les procédures devant le Tribunal fédéral.....	50
C. Rôle et fréquence de critères de jugement tels le principe de proportionnalité dans la motivation des arrêts civils du Tribunal fédéral.....	51
D. Type de l'analyse consacrée aux intérêts concrets en présence.....	53
E. Attention portée par le Tribunal fédéral aux conséquences futures de ses décisions.....	56
F. Attention portée par le Tribunal fédéral à la préservation de la cohérence systématique (absence d'antinomies) des règles civiles.....	62
G. Attention portée par le Tribunal fédéral aux finalités de la politique du droit (<i>policy</i>) poursuivies par le législateur (interprétation téléologique ; limites liées à la formulation du texte).....	67
II. Doctrine.....	72
A. Espace dédié en doctrine à la formulation et à l'éclaircissement (voire à l'abandon ou au remplacement) des concepts.....	72
B. Attention consacrée aux valeurs constitutionnelles dans la doctrine récente.....	75
C. Attention consacrée aux effets économiques et sociaux des règles du droit civil.....	77
D. Rôle assigné aux règles déontologiques – rôle de la bonne foi.....	79
E. Attention consacrée aux sources autres que nationales.....	80

CONCEPTS, INTÉRÊTS ET VALEURS DANS L'INTERPRÉTATION DU DROIT POSITIF (DROIT CONSTITUTIONNEL)

FRANCESCA MAGISTRO

I. Les droits fondamentaux.....	81
1. La dimension négative des droits fondamentaux.....	81
1.1 Pourriez-vous, s'il vous plaît, décrire la méthode d'analyse des droits fondamentaux au regard de votre droit national ? Se fait-elle en plusieurs étapes ? Est-elle imposée par le texte de la Constitution lui-même ou résulte-t-elle d'une interprétation par la juridiction ?	81
a. La base légale.....	83
b. L'intérêt public.....	84
c. La proportionnalité.....	85
d. L'inviolabilité de l'essence.....	86
1.2 Quelles sont les techniques utilisées pour analyser ou caractériser une atteinte à un droit fondamental ? Y a-t-il un concept directeur ou une idée directrice dans cette analyse ? Quel rôle est dévolu à l'interprétation ?.....	86
2. La dimension positive des droits fondamentaux.....	88
II. L'organisation de l'Etat.....	89
1. Pouvoirs et institutions politiques.....	89
1.1 La juridiction a-t-elle recours à un concept spécifique de séparation des pouvoirs en ce qui concerne l'interprétation et la délimitation des pouvoirs des institutions politiques ? Quelle est la source de ce concept ? Quelles valeurs sont à l'œuvre ?.....	89
1.2 Y a-t-il plusieurs niveaux de gouvernement, soit dans l'organisation interne de l'Etat, soit en relation avec une organisation supranationale ? Si oui, quel concept directeur ou idée directrice gouverne la juridiction concernant la délimitation des pouvoirs des différents niveaux de gouvernement ? Quid au regard des questions d'interprétation ?.....	91
2. La démocratie et l'Etat de droit.....	92

LA VULNÉRABILITÉ ÉCONOMIQUE – RAPPORT SUISSE

ARIANE MORIN/ANNE-CHRISTINE FORNAGE

Chapitre 1 – Droit commun des contrats	97
Section 1 – La formation du contrat	98
§ 1 ^{er} – Information	98
§ 2 – Vices du consentement	100
§ 3 – Contrat d'adhésion	100
§ 4 – Lésion et clauses abusives	101
Section 2 – L'exécution du contrat	102
§ 1 ^{er} – Interprétation	102
§ 2 – Modération de l'exercice des droits contractuels	103
Chapitre 2 – Contrats de consommation	104
Section 1 – Les instruments de protection	104
§ 1 ^{er} – Nature	104
§ 2 – Instruments de protection à vocation générale	104
§ 3 – Instruments de protection propres à certains contrats de consommation ou à certains modes de conclusion de ceux-ci	105
§ 4 – Le consommateur protégé	107
§ 5 – Contre qui le consommateur est-il protégé ?	109
Section 2 – Les techniques de protection	110
§ 1 – Les informations (préalables) et le formalisme (pré)contractuel	110
§ 2 – Le droit de rétractation	112
Bibliographie	115